

Brochure n° 3251

Convention collective nationale

IDCC : 1517. – **COMMERCES DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRES**

**Antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art),
arts de la table, coutellerie, droguerie,
équipement du foyer, bazars, commerces ménagers,
modélisme, jeux, jouets, périnatalité et maroquinerie**

AVENANT N° 6 DU 26 JANVIER 2017

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017

NOR : ASET1750252M

IDCC : 1517

Entre

SNCAO

SNAN

CSNEDT

CPGA

FNDMV

CSNEFBCM

CSMM

FFDDEFB

FCSJPE

D'une part, et

CSFV CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires idcc 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151,67 heures à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française, comme suit :

(En euros.)

CLASSIFICATION EN VIGUEUR (chapitre XII) Niveau	SALAIRES MINIMA MENSUELS pour 151,67 heures
1	1 481
2	1 505

CLASSIFICATION EN VIGUEUR (chapitre XII) Niveau	SALAIRES MINIMA MENSUELS pour 151,67 heures
3	1 529
4	1 549
5	1 639
6	1 798
7	2 343
8	3 083
9	3 477

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de « débutant » qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent, d'autre part, aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Conformément aux dispositions des articles 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 26 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)